

La classe ouvrière devait s'émouvoir sur les différentes phases à sensation du scandale Stavisky, et réclamer, suivant un rythme progressif, des sanctions embrassant jusqu'au président du Conseil. De leur côté, les partis de droite s'emparent de ce scandale pour déterminer la formation de l'Union Nationale et briser le Cartel de gauche, lequel avait bien mérité du capitalisme en 1932 et 1933, mais qui ne pouvait plus représenter, en 1934, le front d'attaque de la bourgeoisie.

La position que le prolétariat aurait dû adopter en face du scandale Stavisky était celle de le classer dans la rubrique judiciaire où passent tous les faits divers, et prouver que c'est sur la Constitution légale de la moralité bourgeoise que se bâtit le scandale de l'exploitation de la classe capitaliste. Pour battre le capitalisme, le prolétariat n'avait qu'à faire appel à ses organismes de classe, à systématiser une série de revendications de classe, laissant les compères de Stavisky régler son compte à celui d'entr'eux qui avait quand même fait preuve d'une certaine génialité. L'étalage de la corruption que révélait ce scandale pouvait être utilisé seulement dans le but d'accroître la combativité des masses, mais jamais il ne pouvait représenter la base de la mobilisation idéologique de la classe ouvrière, qui ne devait jamais rejoindre le front de cette commotion de « l'opinion publique », gravitant autour de Stavisky pour en faire un paravent gigantesque capable de brouiller la vision du prolétariat.

Le 27 janvier, Chautemps fait place à un gouvernement de concentration nationale autour du parti radical-socialiste, et Daladier aborde cette solution. Il n'y parvient pas, car il doit compter avec l'hostilité à la fois de la droite et de la gauche socialiste. Daladier se dirigera donc vers une expérience de gauche vouée à un échec certain, malgré qu'au point de vue parlementaire les conditions du succès aient existé et que, au point de vue de la situation générale, il ait pu faire appel aux forces du Parti socialiste (ce dernier par la voix de Léon Blum à Clermont-Ferrand avait assuré Daladier de son appui et parlé de « l'ex-camarade » Frot, devenu ministre de l'Intérieur). L'échec était certain, bien que les positions initiales aient été plutôt favorables à Daladier, car la lutte débordait le jeu de la simple majorité parlementaire et, ainsi que nous l'avons vu, il s'agissait du plan du capitalisme pour réaliser — à la faveur du scandale Stavisky, un plan d'attaque contre la classe ouvrière. Cette dernière ne pouvant intervenir pour la défense du gouvernement Daladier, ou ne pouvant affronter les camelots du roi au nom de la défense du gouvernement de gauche, l'échec de Daladier était inévitable et, en définitive, au lieu de parler d'une bataille entre Daladier et la droite, nous devons constater une évolution de l'ensemble du parlement, de Daladier vers Doumergue, évolution où Daladier deuxième manière représente une condition nécessaire. D'ailleurs, le fait que Daladier ait débuté avec une formation ministérielle analogue à celle que réalisera par après Doumergue prouve que, loin de vouloir ou pouvoir représenter un front de combat contre la droite, il ne faisait, en définitive, qu'exprimer le dernier souffle de l'équivoque du gouvernement de gauche, équivoque que le capitalisme avait laissé subsister depuis mai 1932 dans les buts que nous avons indiqués.

En réponse à la manifestation réactionnaire du 6 février, deux manifestations ont lieu : l'une, celle dirigée par les centristes, du 9-2-34, et se déroulant sur la base du mot d'ordre de l'arrestation de Chiappe et de la dissolution des ligues fascistes. L'autre, la manifestation de Vincennes, dirigée par les socialistes et voulant affirmer l'attachement du prolétariat à la liberté et à la défense de la République menacée par « l'émeute » du 6 février. En dehors de ces deux manifestations de partis politiques, nous assistons à la grève générale décidée par la C. G. T. pour repousser « les factieux, fauteurs d'émeutes », car « l'offensive qui se dessinait depuis quelques mois contre les libertés publiques et la démocratie a éclaté ».

La base de départ de ces trois manifestations du prolétariat français se trouve dans la chute du cabinet Daladier. D'ailleurs, Jouhaux, immédiatement après la démission de Daladier, se rendait auprès de ce dernier pour présenter la plainte de la C. G. T. sur le succès obtenu par « les factieux », ce qui devait évidemment

laisser entendre que la C. G. T. aurait exigé le maintien de son ministère.

Nous avons déjà indiqué ce que représentait le gouvernement Daladier, à savoir le dernier lambeau de l'équivoque que le capitalisme avait laissé subsister pour pouvoir, par après, passer à une attaque systématique contre la classe ouvrière. Les gestes politiques du ministère Daladier sont tous empreints de cette substance équivoque : le préfet de police est débarqué, mais promu à des fonctions supérieures ; un dirigeant de la Sûreté passe à la Comédie Française, alors que socialistes et néo-socialistes — sans doute pour assurer le succès des mesures « draconiennes » de Daladier, et pour ne pas fournir de « prétexte » à la droite — affirmeront ne pas avoir demandé de telles mesures gouvernementales.

C'est donc sur un point de départ — la chute de Daladier — où ne pouvait nullement être impliqué le prolétariat, que se déterminent les derniers événements en France. Le centrisme lui-même, qui déclenche la manifestation du 9 février 1934, rejoint ce point de départ par une voie détournée, car il pose à la manifestation de la place de la République des revendications qui ne se séparent de celles des socialistes que par une surenchère démagogique sans indiquer les bases de classe sur lesquelles le prolétariat devait se rassembler pour la lutte.

La grève du 12 février a sans doute été une grande manifestation de la puissance de la classe ouvrière, mais si l'on juge, et les causes qui l'on déterminée, et les mots d'ordre qui y furent lancés, nous arrivons à la conclusion que, loin de représenter un moment de la lutte prolétarienne et de sa victoire, elle se place dans la ligne opposée qui permettra enfin au capitalisme de remporter son succès. Cela est d'ailleurs confirmé par l'éclat de la manifestation de Vincennes qui, malheureusement, laisse prévoir que, désormais, à Paris aussi, la force qui a reconquis des positions décisives sur le prolétariat, c'est la S.F.I.O. : les résultats de la scission de Tours de 1920 nous paraissent définitivement perdus.

Le devoir de la fraction de gauche du P. C. F. est de soulever la double expérience de la grève du 12 février. D'abord de mettre en évidence qu'une action de masse s'est révélée possible parce qu'au delà des magnonnages, des manœuvres, des partis politiques, c'est l'organisme unitaire de la classe ouvrière, le syndicat, qui a lancé l'ordre du mouvement. Ensuite, que le degré de dégénérescence du mouvement communiste a fait que la C.G.T.U. n'a même pas posé le problème de réalisation d'un front unique avec la C.G.T., laissant ainsi cette dernière reprendre une prédominance au sein du prolétariat parisien. Enfin, que si la grève du lundi n'aura pas eu les résultats que les ouvriers en escomptaient, la faute n'en est pas à la classe ouvrière, mais aux forces ennemies qui la dirigent. Que seulement un accroissement continu des luttes ouvrières pourra permettre de battre le capitalisme, ses agents socialistes, de rompre le plan centriste d'encerclement du prolétariat français et mondial autour de l'Etat soviétique évoluant dans les bras de l'impérialisme. Que, seule, la construction et le développement de la fraction de gauche du P.C.F. pourront, en fonction de luttes ouvrières, redonner au prolétariat la conscience de ses buts contingents et finaux, pourront réaliser la condition indispensable pour la victoire révolutionnaire de demain.